



Une nouvelle perspective de politique européenne pour la Suisse

Depuis des années, le PS Suisse se bat pour une Suisse solidaire dans un cadre européen et, de concert avec la social-démocratie européenne, pour un agenda social, écologique et démocratique. Cet engagement est le même aujourd'hui qu'hier, comme l'a rappelé le co-président du PS Cédric Wermuth lors de la dernière Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse le 8 mai dernier. Les pourparlers sur l'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne (UE) ont néanmoins malheureusement échoué, et le Conseil fédéral a rompu les négociations. Il est incompréhensible que la solution proposée par le PS – à savoir l'adoption par la Suisse de la directive sur la citoyenneté de l'Union européenne en échange de garanties sur la protection des salaires – n'ait apparemment pas été sérieusement prise en compte.

Les négociations sur un accord institutionnel entre la Suisse et l'UE ont malheureusement échoué, et le Conseil fédéral a rompu les négociations. D'une part, il y a des raisons fondamentales à cela. Établir une reprise dynamique du droit européen – et donc de facto l'adhésion passive de la Suisse à l'Union européenne – sans participation politique relève de la quadrature du cercle. Le débat ravivé sur la « souveraineté » témoigne de la dichotomie entre l'intégration réelle et profonde dans le projet européen et l'absence de clarification qui dure depuis des années en matière de politique intérieure. C'est un malentendu largement répandu dans la Berne fédérale que de croire qu'à l'ère de la mondialisation, il puisse exister une véritable souveraineté sans codétermination supranationale.

1. Pourtant, il aurait pu y avoir des solutions viables pour les deux parties dans les négociations avec l'UE. L'échec de ces dernières est dû à plusieurs facteurs. Premièrement, il est dû à l'abus de confiance fondamental du ministre des Affaires étrangères PLR responsable du dossier, lorsque ses négociateurs ont tenté d'affaiblir les mesures de protection salariale et le service public à travers les portes dérobées de l'accord institutionnel. Ou – *in dubio pro reo* – étaient prêts à en accepter un affaiblissement. Il s'agissait d'une violation flagrante du mandat de négociation du Conseil fédéral dans son ensemble et du consensus politique national. Deuxièmement, l'échec des négociations est dû au fait que, sous la pression des partis bourgeois et des associations économiques, le Conseil fédéral a refusé d'assouplir la position de la Suisse sur la directive sur la citoyenneté de l'UE. C'est là une position purement idéologique. S'opposer fondamentalement à l'égalité des droits de tous les citoyens et citoyennes européen-ne-s est une position inacceptable. Troisièmement, Commission européenne s'est montrée inflexible, notamment en matière de protection des salaires. Le PS Suisse regrette ce manque de volonté de parvenir aux compromis nécessaires.

2. L'échec de l'accord institutionnel marque sans aucun doute un tournant et occupera la politique suisse bien plus longtemps qu'elle ne le souhaiterait. Dans le même temps, le PS Suisse met en garde contre toute surinterprétation politique. Depuis 1992, la population suisse s'est prononcée à plusieurs reprises en faveur de la coopération avec l'UE et de la voie bilatérale. Au cours des 30 dernières années, les relations entre la Suisse et l'UE se sont constamment approfondies et améliorées. Cet engagement en faveur de la coopération avec l'Europe est largement soutenu et reste ininterrompu. Cela a été une nouvelle fois clairement confirmé lors des récentes votations populaires. Du point de vue intérieur, la politique européenne de la Suisse repose sur deux piliers étroitement liés : les mesures d'ouverture en matière de politique étrangère, et en matière de politique économique, lesquelles sont indispensablement liées à l'expansion des services de l'État-providence et à des mesures appropriées de protection des salaires. La protection salariale et l'Europe ne sont pas contradictoires, mais plutôt mutuellement dépendantes. Chaque étape réussie vers l'intégration européenne a été liée au progrès social dans notre pays. Le PS Suisse appelle toutes celles et ceux qui ont une approche constructive de la politique européenne, et en particulier le gouvernement national, à retrouver ce chemin vers le succès pour l'avenir.

3. Le PS Suisse ne voit aucune raison pour les deux parties de mettre en doute la bonne volonté et la compréhension de la nécessité de relations étroites et approfondies entre la Suisse et l'UE, même si l'échec de l'accord institutionnel devrait entraîner un mécontentement temporaire. C'est aussi pour cette raison que le PS Suisse demande qu'une analyse à tête reposée soit faite dès maintenant. Conformément au programme du parti et à la feuille de route Europe de décembre 2016, la Présidence du PS Suisse propose de revenir sur la voie du succès. Cela signifie qu'il faut stabiliser et développer la voie bilatérale dans la mesure du possible. Pour le PS Suisse, l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne reste l'option privilégiée à moyen terme en matière de politique européenne. Le tabou politique n'a pas de raison d'être. Seules les négociations d'adhésion pourraient révéler les avantages et les inconvénients que cette étape apporterait à la Suisse.

Pour le PS, tant le projet d'intégration européenne que le bilatéralisme n'étaient et ne sont pas des fins en soi. Les deux doivent servir à améliorer les conditions de vie des personnes de part et d'autre des frontières nationales. Nous entendons par là notamment le maintien et l'augmentation des salaires, le développement de l'État-providence et des services publics, et la réduction des inégalités. En même temps, pour le PS, il n'est pas question de revenir à des États-nations agissant indépendamment les uns des autres, voire les uns contre les autres en Europe. Il faut plutôt avancer vers une plus grande intégration allant bien au-delà du marché intérieur. C'est ainsi que le PS continuera à aborder chaque question de politique européenne à l'avenir. Dans ce sens, le PS Suisse appelle à une voie bilatérale avec perspective au lieu d'une voie bilatérale sans perspective. Le PS Suisse demande au Conseil fédéral de présenter des propositions concrètes à cet effet. Le PS Suisse est prêt à y travailler et à soutenir toutes les propositions constructives.

4. Certains cercles issus de l'élite économique suisse veulent interpréter à tort l'échec de l'accord institutionnel comme le signal de départ d'une « singapourisation » de la Suisse. Ils réclament – comme toujours – une dérégulation radicale, d'irresponsables réductions d'impôts pour les grandes entreprises, un retour à l'État-nation et moins de coopération européenne. Le PS Suisse rejette sans équivoque ces fantasmes d'extrémistes du libre-marché. Le PS Suisse appelle le Conseil fédéral et toutes les forces raisonnables à mettre à profit cette situation pour lancer un départ positif pour notre pays. Dans son papier de position « Émerger de la crise dans un pays solidaire, féministe et écologique – une transformation en réponse à la crise en faveur du bien commun », le PS Suisse a déjà présenté comment il envisage un nouveau départ en politique intérieure. Ce document a été discuté et adopté lors de son Assemblée des délégué-e-s du 8 mai. En outre, le PS Suisse appelle à la participation de la Suisse aux projets européens d'avenir et de transformation, tels que le *Green Deal* ou le programme *NextGenerationEU Recovery*.

5. Le PS Suisse fait partie du Mouvement européen pour une Europe populaire. Nous voulons donc développer nos relations avec la social-démocratie européenne, la société civile européenne et toutes les forces progressistes en Europe. Nous voulons, avant tout, faire avancer de manière positive le débat sur la position de la Suisse en Europe. Pour cette raison, la Présidence du PS Suisse a formé aujourd'hui un Comité de politique européenne. Ce comité a pour tâche
 1. d'actualiser le bilan et l'analyse du projet européen dans une perspective socialiste ;
 2. d'initier une mise à jour du positionnement politique à moyen terme du PS Suisse concernant l'Europe, et ce à l'attention des organes du parti.
 3. d'évaluer quelle contribution concrète le PS Suisse peut apporter à une Europe socialiste ;

Il est notamment prévu d'organiser un vaste forum de politique européenne en 2022. En guise de prélude, le PS Suisse a déjà consacré une grande partie de son Assemblée des délégué-e-s du 8 mai dernier, date de la Journée de l'Europe, à l'idée européenne. Le Comité se réunira sous la direction du vice-président du PS Suisse, Jon Pult.